

COMMUNICATION ÉVÉNEMENT

Soirée d'échanges autour de François HOLLANDE – Club 31

Dans la continuité du cycle de rencontres Présidentielles 2027, le groupe NSI et ses marques ESL, Antidox et Madame Bovary auront le plaisir de recevoir **Monsieur François HOLLANDE**, Président de la République française 2012-2017 et Député de la 1^{ère} circonscription de la Corrèze, dans le cadre de la prochaine soirée du Club 31.

Cette soirée d'échanges s'articulera autour d'une question centrale pour l'avenir de notre pays: « **La France peut-elle encore avoir les moyens de ses ambitions ?** »

L'événement se tiendra le mardi 16 juin 2026 à 19h, au siège du groupe ADIT (31 quai Anatole France, Paris 7^{ème}), et sera suivi d'un cocktail dînatoire. Nous diffuserons ensuite le match France-

Sénégal de Coupe du Monde à partir de 21h pour clôturer cette rencontre en convivialité.

Une occasion rare d'échanger en toute confidentialité avec une personnalité politique qui a exercé les plus hautes fonctions de la République, autour des grands défis que traverse notre époque ●



Invitation



NSI vous invite au Club 31

Soirée d'échanges suivie d'un cocktail dînatoire

Le groupe NSI et ses marques **ESL, Antidox** et **Madame Bovary** vous offrent une série d'événements réservés dans le cadre du **Club 31** autour d'éminentes personnalités, afin de vous faire bénéficier d'un **haut niveau de décryptage de l'environnement politique et économique**. Réunissant un cercle restreint de dirigeants, ces rendez-vous privilégient **la confidentialité et la qualité du dialogue**.

Mardi 16 juin 2026 à 19h

31 Quai Anatole France, 75007

Monsieur François HOLLANDE

Président de la République française 2012-2017
Député de la Corrèze

autour de la thématique:

**La France peut-elle encore avoir
les moyens de ses ambitions ?**

NSI Group, l'agence d'influence du groupe ADIT
diffusera le match France-Sénégal de coupe de monde
à l'issue du cocktail dînatoire à 21h.



ÉDITO

Quelle capacité de rebond des économies du Golfe après la crise ?

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Selon Daniel Benaim, ancien conseiller du président Biden, les économies du Golfe – qui s'apparentaient jusqu'ici à des «voitures de course» – vont probablement, après des mois de guerre et d'interruption de leurs activités normales, ressembler à des «véhicules blindés, avançant plus lentement, mais mieux protégés pour aborder un chemin plus risqué».

Selon lui, le modèle économique du Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe (CCEAG) demeure résilient, malgré un choc qu'il ne faut pas sous-estimer. En réalité, certains pays ont été plus touchés que d'autres, et l'Arabie Saoudite par exemple a même gagné de l'argent avec l'envolée des cours du brut, grâce à son terminal de Yanbu sur la mer Rouge. Mais on ne peut pas nier que le conflit a couvert la région d'un «nuage de risque» très dommageable.

Cela étant, il faut aussi tabler sur la détermination des dirigeants du Golfe à défendre l'attractivité de leurs pays, en termes d'énergie bon marché, de capitaux disponibles, de terrains utilisables et d'incitations à investir chez eux. Ces pays sont en effet capables de faire preuve de créativité – comme ils l'ont démontré dans le passé – pour remonter la pente.

Cela signifie qu'ils devront investir massivement pour réparer les dégâts, sécuriser leurs installations – y compris leurs nouveaux centres de données – et réduire leur dépendance à l'égard du détroit d'Ormuz, en développant notamment de nouveaux oléoducs vers le Proche Orient ou l'océan indien.

Il est également clair qu'ils devront accroître leurs capacités anti-missiles et anti-drones, et les coordonner entre pays du CCEAG. Ils devront aussi repenser leur stratégie de défense, en continuant de s'appuyer sur le protecteur américain, mais aussi

en diversifiant leurs partenaires (Chine, Turquie, Pakistan, Europe...).

Ils devront enfin rebâtir leur narratif sur le Golfe comme lieu sûr pour les affaires, le tourisme, le sport, la culture, etc.

Sur le plan politique, plusieurs dirigeants du CCEAG reprochent aux États-Unis – et à Israël – d'avoir entraîné la région dans une crise majeure mettant à mal leur sécurité et leur développement économique. D'un autre côté, ils sont conscients que les équipements militaires américains ont protégé leurs villes et infrastructures des frappes iraniennes.

La réponse de ces États face à la nouvelle situation dans le Golfe n'est d'ailleurs pas unanime : l'Arabie Saoudite, le Qatar et le sultanat d'Oman sont favorables à une détente régionale et à un dialogue critique avec Téhéran, quelle que soit leur aversion à l'égard du régime iranien. Les Émirats Arabes Unis – le pays le plus visé par l'Iran et celui qui a bénéficié de la protection du «dôme de fer» israélien – sont au contraire partisans de la manière forte avec Téhéran, de concert avec l'Etat hébreu. Cette position n'est cependant pas partagée par tous les émirats de la Fédération.

Il faut donc s'attendre à ce que la réponse des pays du Golfe ne soit pas vraiment collective, mais plutôt une coordination plus ou moins formelle des capacités militaires nationales, l'Arabie Saoudite donnant une profondeur stratégique à l'ensemble.

« Il faut donc s'attendre à ce que la réponse des pays du Golfe ne soit pas vraiment collective, mais plutôt une coordination plus ou moins formelle des capacités militaires nationales, l'Arabie Saoudite donnant une profondeur stratégique à l'ensemble. »

En somme, l'opération israélo-américaine a montré la puissance de la force de frappe de ces deux pays pour endommager sérieusement l'adversaire iranien, mais elle a été insuffisante pour créer une nouvelle réalité politique stable dans la région. Le problème est que – par manque de confiance réciproque – aucun des protagonistes ne paraît aujourd'hui prêt à faire les compromis nécessaires pour parvenir à un règlement durable. La région risque donc de demeurer pendant un certain temps dans une période d'incertitude et d'instabilité, à mi-chemin entre la guerre et la diplomatie.

Il faut cependant espérer qu'à la longue, toutes les parties reconnaîtront qu'une solution négociée reste la moins mauvaise solution et qu'elle est indispensable pour assurer le développement des économies des pays de la région, dans des conditions qui seront certainement différentes. En tout cas, la France et l'Europe devraient saisir les nouvelles opportunités offertes par la reconstruction et la sécurisation des États du Golfe, qui sont – ne l'oublions pas – des pays amis et qui conservent un fort potentiel de croissance, grâce notamment à leurs puissants fonds souverains ●



REGARD D'EXPERTE

2027 : la présidentielle française à l'épreuve du monde

Par Rana HESHAM et Anne-Laure CATTELOT



Titulaire d'une licence en science politique de l'Université du Caire, Rana est également diplômée d'un master en études du développement et d'un second master en droit, économie et gestion, avec

une spécialisation en politique comparée en Afrique et au Moyen-Orient à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Chez ESL, Rana Hesham s'est imposée comme une consultante en affaires publiques, intervenant en France et à l'international. Elle s'est spécialisée dans l'agro-alimentaire et la santé, accompagnant plusieurs acteurs sur des enjeux réglementaires et territoriaux. Elle pilote également des missions en Afrique et au Moyen-Orient, mêlant analyse géopolitique et stratégies d'influence, avec une attention particulière aux dynamiques locales et régionales.



Spécialiste des politiques publiques européennes, nationales et territoriales, Anne-Laure CATTELOT entame sa carrière professionnelle au Parlement européen. Elle poursuit en pilotant des projets européens

au CNRS et au Conseil général des Côtes d'Armor, et travaillera au cabinet de Claudy LEBRETON, président de l'ADF. Elle rejoint ensuite celui du président de la Métropole européenne de Lille, Damien CASTELAIN, où elle gère les dossiers liés aux transports et au développement économique. En 2017, elle est élue députée du Nord. Elle siège au sein de la commission des Finances de l'Assemblée nationale et est nommée co-rapporteuse spéciale du budget infrastructures et services de transports. Elle a été missionnée deux fois par le Premier ministre et a produit des rapports sur le déploiement de l'industrie du futur 4.0, et sur l'avenir des forêts et de la filière bois en France. Elle rejoint en juillet 2022 le cabinet Rivington en tant que Directrice générale adjointe. Elle occupe la fonction de Directrice Associée d'ESL et de Managing Partner d'ESL European Affairs. Depuis janvier 2025, elle occupe la fonction de Vice-Présidente du Pôle « Influence » de l'ADIT.

À un peu plus d'un an de l'élection présidentielle, les enjeux internationaux occupent une place croissante dans les prises de parole des principaux candidats déclarés ou potentiels.

Les tensions dans certaines zones stratégiques, notamment autour du détroit d'Ormuz, affectent les marchés de l'énergie, les chaînes d'approvisionnement et les coûts de transport, avec des conséquences pour les entreprises comme pour les ménages. Dans ce contexte, les enjeux de politique étrangère, de sécurité et de défense apparaissent de plus en plus liés aux questions économiques et budgétaires.

Parallèlement, la poursuite du soutien à l'Ukraine, le renforcement des capacités de défense européennes et l'évolution de l'environnement stratégique international soulèvent des interrogations sur les moyens financiers à mobiliser dans les années à venir. Les débats présidentiels devraient ainsi porter non seulement sur les orientations diplomatiques de la France, mais également sur leurs implications économiques, industrielles et budgétaires.

Un consensus relatif sur la nécessité de renforcer la sécurité européenne

Plusieurs personnalités politiques ont effectué ces derniers mois des déplacements en Ukraine, notamment Gabriel Attal, Bruno Retailleau et Édouard Philippe. Ces visites illustrent l'importance accordée aux questions de sécurité européenne et au conflit russo-ukrainien dans le débat politique français.

Si des divergences existent sur les modalités du soutien à l'Ukraine ou sur les priorités diplomatiques de la France, plusieurs responsables politiques convergent sur la nécessité de renforcer la sécurité du continent européen dans un contexte marqué par la persistance de la guerre en Ukraine et l'accroissement des tensions internationales.

Édouard Philippe : une approche centrée sur la sécurité collective et la coopération européenne

Édouard Philippe défend une vision des relations internationales fondée sur le renforcement de la coopération européenne et des alliances occidentales. Lors de son déplacement à Kiev fin mai, il a réaffirmé son soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et souligné l'importance de la sécurité collective européenne.

L'ancien Premier ministre met également en avant la nécessité pour la France et l'Europe de renforcer leur autonomie stratégique dans les domaines de la défense, de l'énergie et de l'industrie. Ses interventions récentes s'inscrivent dans une réflexion plus large sur l'adaptation des démocraties européennes à un environnement

international marqué par la multiplication des crises et le retour des rapports de puissance.

Bruno Retailleau : souveraineté, sécurité et contrôle des frontières

Bruno Retailleau accorde une place importante aux enjeux de souveraineté nationale, de sécurité et de maîtrise des flux migratoires dans sa lecture des affaires internationales. Son déplacement en Ukraine en mai s'inscrit dans une volonté de renforcer sa visibilité sur les questions diplomatiques et stratégiques.

Le président des Républicains défend un soutien à l'Ukraine tout en mettant l'accent sur la protection des intérêts français et européens. Il plaide également pour un renforcement de la politique migratoire européenne et pour une plus grande fermeté dans les relations avec certains partenaires étrangers lorsque des enjeux de sécurité ou de souveraineté sont en jeu.

Gabriel Attal : affirmation de la puissance européenne

Gabriel Attal fait des questions internationales l'un des axes majeurs de son positionnement politique. L'ancien Premier ministre plaide pour une Europe capable d'accroître son influence stratégique dans un contexte de compétition croissante entre les grandes puissances.

Ces derniers mois, il a multiplié les déplacements et les échanges avec plusieurs dirigeants européens, notamment en Espagne, aux Pays-Bas, en Finlande, en Estonie et en Grèce, afin d'alimenter sa réflexion sur les enjeux de défense, de sécurité et de gouvernance internationale. Il considère que l'Union européenne doit renforcer sa capacité à défendre ses intérêts économiques, technologiques et stratégiques dans un environnement international marqué par une concurrence accrue et des tensions géopolitiques persistantes. Le choix de ces interlocuteurs traduit une volonté de dialoguer avec des responsables aux sensibilités politiques diverses, issus de pays aux approches parfois différentes des questions de sécurité et de défense, et appelés, pour certains, à demeurer des acteurs influents à l'horizon 2027.

Raphaël Glucksmann : une vision fondée sur le projet européen

Raphaël Glucksmann inscrit depuis plusieurs années son action politique dans les questions internationales et surtout européennes. Son discours met l'accent sur la défense des droits fondamentaux, le soutien aux démocraties confrontées à des régimes autoritaires et le renforcement de l'intégration européenne.

Le député européen considère qu'une Europe plus intégrée constitue l'échelle pertinente pour répondre aux défis géopolitiques contemporains, qu'il s'agisse des enjeux de défense, de compétitivité ou de transition technologique.

Jean-Luc Mélenchon : une doctrine de non-alignement

Jean-Luc Mélenchon continue de défendre une doctrine de «non-alignement» dans les relations internationales. Il souhaite le retrait de la France de l'OTAN, qu'il juge trop dépendante des États-Unis, et plaide pour une diplomatie indépendante visant à renforcer l'autonomie stratégique française. Très critique à l'égard de l'influence américaine dans les affaires internationales, il promeut un ordre mondial davantage multilatéral et centré sur le rôle des Nations unies.

Des enjeux internationaux appelés à peser davantage dans la campagne

La multiplication des crises internationales contribue à replacer les questions de défense, de diplomatie, de sécurité énergétique et de souveraineté économique au cœur du débat public. Les tensions au Moyen-Orient, la guerre en Ukraine, les relations avec les États-Unis, la Chine ou encore l'Algérie devraient continuer d'alimenter les débats entre candidats.

Au-delà des divergences de fond, plusieurs responsables politiques partagent le constat d'un environnement international plus instable, dans lequel la capacité de la France et de l'Europe à préserver leur sécurité, leur autonomie stratégique et leur compétitivité constitue un enjeu majeur ●

« Au-delà des divergences de fond, plusieurs responsables politiques partagent le constat d'un environnement international plus instable, dans lequel la capacité de la France et de l'Europe à préserver leur sécurité, leur autonomie stratégique et leur compétitivité constitue un enjeu majeur. »

REGARD D'EXPERTE Quand l'IA fait campagne

Par Pauline CABANAS



Diplômée du CELSA et d'un master en droit public communautaire et européen, Pauline débute sa carrière dans la communication corporate, le reporting intégré et la RSE. Elle rejoint Antidox en 2021 et accompagne depuis les organisations dans la définition de leur ligne éditoriale et la prise de parole de leurs dirigeants sur des sujets stratégiques. Aujourd'hui directrice de comptes, elle intervient à l'interface entre stratégie, contenus et influence.

La politique a toujours eu une part de fiction. Elle repose sur la capacité à imaginer un avenir différent, à projeter les citoyens dans un futur souhaitable et à construire un récit collectif. Mais l'IA introduit une rupture : elle permet désormais de donner une forme visuelle extrêmement crédible à cette projection. Là où un programme ou un discours proposaient une interprétation du réel, une vidéo générée par IA peut désormais le montrer.

La question devient alors moins technologique qu'éthique et démocratique. Où se situe la limite entre mise en récit et manipulation ? Entre projection politique et déformation du réel ? Que se passe-t-il lorsque les images mobilisent avant tout la peur, l'humiliation ou le rejet pour convaincre ?

Diffusez, le mal est fait

L'un des enjeux est celui de la réception de ce type de vidéos. Lorsqu'un contenu devient viral, le fact-checking intervient souvent trop tard. Une fois la première impression installée, rares sont les citoyens qui reviennent vérifier l'information. Plus ces contenus se multiplient, plus la distorsion entre réalité et fiction grandit, plus la capacité à distinguer une analyse fondée d'une représentation fantasmée s'affaiblit.

La France n'est d'ailleurs plus spectatrice de ces évolutions. Lors des municipales de 2026, l'équipe de Sarah Knafo a largement utilisé des



Capture d'écran d'une vidéo générée par IA par le républicain Spencer Pratt

visuels générés par IA pour illustrer sa vision de Paris, au point que certains lieux représentés ne correspondaient plus à la réalité. Du côté de Gabriel Attal, l'IA sert déjà à automatiser certaines tâches de campagne, produire des contenus ou analyser des données. D'autres formations développent des assistants capables de générer des argumentaires militants, de tester des propositions auprès de panels d'électeurs virtuels ou d'analyser en temps réel les réactions de l'opinion.

Des garde-fous ont commencé à être mis en place. Les contenus générés par IA doivent être signalés et certains usages trompeurs des deepfakes sont davantage encadrés à l'approche des scrutins. Mais de nombreux observateurs soulignent que la réglementation peine à suivre le rythme des usages. Lorsqu'une vidéo peut être produite en quelques heures, diffusée massivement sur les réseaux sociaux et toucher des millions de personnes avant même d'être identifiée comme trompeuse, la question n'est plus seulement celle de l'interdiction mais celle de la capacité à agir suffisamment vite.

Réalisez, ça ne vaut plus rien

L'économie de la communication politique est aussi en train de changer. Produire une vidéo générée par IA coûte une fraction du prix d'une cam-

pagne publicitaire classique. Son potentiel de diffusion est immense. Face à un adversaire qui utilise ces outils, il devient difficile de ne pas entrer dans la même logique sous peine de voir son influence décrocher. Une forme de course à l'armement numérique semble déjà engagée.

Cette dynamique dépasse d'ailleurs largement les seuls candidats. Partisans, militants ou simples citoyens disposent désormais des mêmes outils de création et de diffusion. Chacun peut produire des images, vidéos ou contenus politiques susceptibles d'influencer le débat public, avec des limites qui relèvent souvent davantage de l'éthique individuelle que du cadre légal.

Manipulez, la confiance s'effondre

La question qui se pose est donc celle du débat démocratique lui-même. Quelle place restera-t-il aux arguments, à la confrontation des idées, à la complexité des projets politiques lorsque la tentation sera toujours plus forte de simplifier le réel, de l'exagérer ou de le mettre en scène ?

Cette interrogation vaut également pour les risques d'ingérences étrangères, qui utilisent déjà les réseaux sociaux et l'IA pour tenter d'influencer les opinions publiques dans plusieurs démocraties.

À l'approche de nouvelles échéances électorales, le défi n'est donc pas seulement technologique. Il concerne notre capacité collective à préserver une frontière entre ce qui relève du débat démocratique et ce qui relève de la fabrication de réalités alternatives. Derrière la question de l'intelligence artificielle, c'est bien celle de la confiance qui est en jeu ●

Sources :

- « À Los Angeles, des spots politiques conçus grâce à une IA déstabilisent la campagne municipale », *Le Monde*
- « Révolution politique majeure en vue : 2027, première campagne présidentielle qui se jouera avec l'IA ? », *Atlantico*
- « On ne fera pas sans : comment l'IA s'invite dans la campagne présidentielle », *Le Parisien*
- « A.I. Videos Help Reality TV Antagonist Break Through in L.A. Mayor's Race », *The New York Times*
- « Spencer Pratt's Make L.A. Great Again acolytes and their dark vision of the city », *Los Angeles Times*



Captures d'écran d'une vidéo générée par IA par le républicain Spencer Pratt

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.